

REPUBLIQUE DU NIGER



MINISTRE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET
DIRECTION DU BUDGET
DIVISION ETUDES SYNTHESE ET COORDINATION

RAPPORT PROVISOIRE SUR
L'EXECUTION DU BUDGET
GENERAL DE L'ETAT AU TITRE
DU DEUXIEME TRIMESTRE 2016

JUILLET 2016

INTRODUCTION

Ce rapport présente l'exécution provisoire du budget général de l'Etat 2016 au titre du deuxième trimestre. Il s'articule autour de trois points suivants : (I) présentation du budget prévisionnel, (II) réalisation des recettes du budget général et (III) exécution des dépenses du budget général de l'Etat.

I- Présentation du budget prévisionnel

Au cours du mois de juin 2016, la Loi n° 2015-48 du 23 novembre, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2016 a connu une première rectification, en portant le montant total prévisionnel des recettes et des dépenses du budget de l'Etat de **1 785,13 milliards** à **1 807,22 milliards**, soit une augmentation de **1,24%**.

Par grandes masses ce montant est réparti conformément au tableau qui suit :

Tableau 1 : Répartition par grandes masses des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'Etat 2016 (en milliards de francs CFA)

Article/Titre	LIBELLE	Montants votés
1- RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT		
12	Dons et legs	308,70
14	Obligations du Trésor	170,00
15	Tirages sur emprunts projets	282,07
16	Emprunts programmes	60,15
71	Recettes fiscales	950,35
72	Recettes non fiscales	18,62
76	Recettes exceptionnelles	17,32
	TOTAL GENERAL	1 807,22
2 - DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT		
I	Dettes publiques	171,30
II	Dépenses de personnel	258,80
III	Achat de biens et services	132,31
IV	Subventions et autres transferts publics	242,47
V	Investissements exécutés par l'Etat	1002,34
	TOTAL GENERAL	1807,22

II – REALISATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DE L’ETAT

Au deuxième trimestre 2016, les recettes du budget général de l’Etat ont été réalisées à hauteur de **309,12 milliards**. Par rapport au total du budget, **1 807,22 milliards**, les réalisations représentent **17,10%**.

Les réalisations cumulées des recettes du budget général de l’Etat à fin juin 2016 s’élèvent à **551,08 milliards**, soit un taux de **30,49%**.

En glissement trimestriel, les recettes du budget général de l’Etat sont en hausse de **67,16 milliards**.

Le tableau ci-dessous présente le niveau de réalisation desdites recettes, par grandes masses.

Tableau n° 2 : exécution des recettes du budget général de l’Etat au titre du deuxième trimestre 2016.

Article	Nature de la recette	Prévisions finales (en milliards de FCFA)	Réalisations (en milliards de FCFA)	Taux de réalisation
1- Ressources extérieures				
12	Dons et legs	308,70	41,57	13,47%
	<i>dont: Aides projets</i>	220,17	41,57	18,88%
	<i>Aides budgétaires</i>	88,53	0,00	0,00%
14	Obligations du Trésor	170,00	38,50	22,65%
15	Tirages sur emprunts projets	282,07	29,34	10,40%
16	Emprunts programmes	60,15	9,18	15,27%
	Total ressources extérieures	820,92	118,60	14,45%
2 - Ressources internes				
71	Recettes fiscales	950,35	180,36	18,98%
72	Recettes non fiscales	18,62	8,64	46,43%
76	Recettes exceptionnelles	17,32	1,52	8,77%
	Total ressources internes	986,29	190,52	19,32%
	TOTAL GENERAL	1807,22	309,12	17,10%

II.1 - Les ressources extérieures

Les ressources extérieures comprennent les dons et legs et les emprunts extérieurs. Au cours du deuxième trimestre 2016, le montant total décaissé au titre de ces ressources s’établit à **118,60 milliards** pour des prévisions annuelles de **820,92 milliards**, soit un taux de réalisation de **14,45%**,

représentant **38,37%** des réalisations totales, estimées à **309,12 milliards** de FCFA.

En glissement trimestriel, les ressources extérieures sont en hausse de **96,78 milliards**.

Les réalisations cumulées des ressources extérieures à fin juin 2016 s'élèvent à **140,42 milliards**, soit un taux de **17,10%**.

II.1.1 - Les Dons et legs

Les dons et legs sont composés des aides projets et des aides budgétaires.

Les aides projets décaissées s'élèvent à **41,57 milliards** pour des prévisions annuelles de **220,17 milliards**, soit un taux de réalisation de **18,88%**. Ce faible niveau est lié à l'indisponibilité de certaines données d'exécution, les opérations d'intégration sont en cours.

Les aides budgétaires, prévus pour un montant de **88,53 milliards**, n'ont enregistré pas de réalisation.

Les réalisations cumulées des dons et legs à fin juin 2016 s'élèvent à **50,53 milliards**, soit un taux de **16,37%**.

II.1.2 - Les emprunts

Les emprunts comprennent les obligations du trésor, les tirages sur emprunts projets et les emprunts programmes.

Les obligations du trésor ont connu une réalisation de **38,50 milliards** pour une prévision annuelle de **170,00 milliards dont 40,00 milliards** de titrisation, soit un taux de **22,65%**.

Les tirages sur emprunts programmes, prévus pour un montant de **60,15 milliards**, ont enregistré une réalisation de **9,18 milliards** (trésor Français).

Les tirages sur emprunts projets ont connu une mobilisation de **29,34 milliards** pour un montant total prévisionnel annuel de **282,07 milliards**, soit un taux de réalisation de **10,40%**.

Les réalisations cumulées des tirages sur emprunts projets à fin juin 2016 s'élèvent à **42,20 milliards**, soit un taux de **14,96%**.

II.2 – Les ressources internes

Les recettes internes du budget de l'Etat sont constituées des recettes fiscales, des recettes non fiscales et des recettes exceptionnelles.

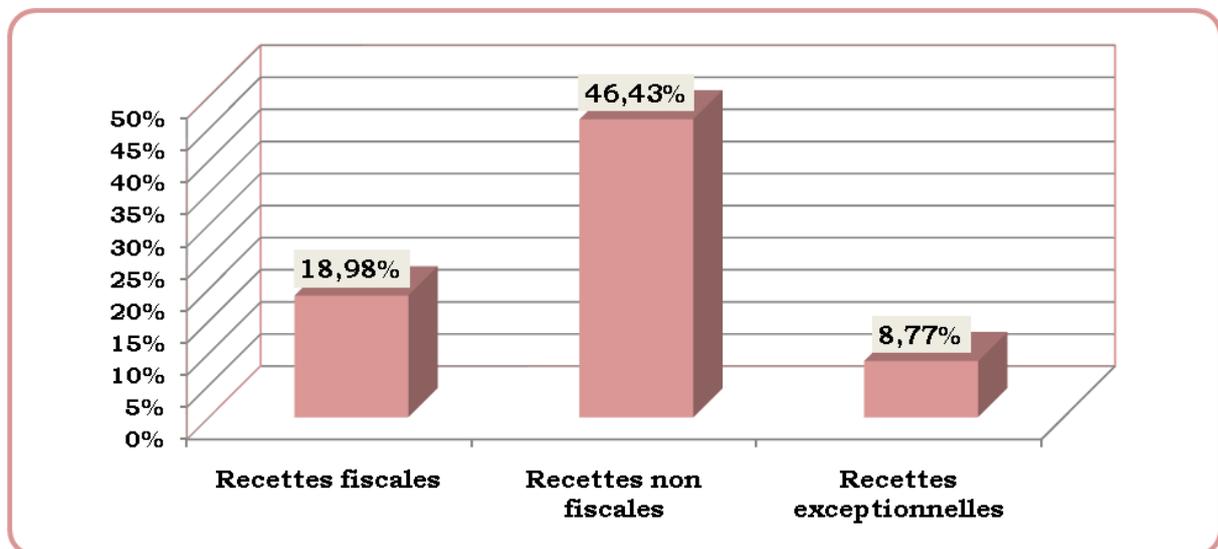
Au cours du deuxième trimestre 2016, le montant total des recouvrements des recettes internes a atteint **190,52 milliards** sur des prévisions annuelles de **986,29 milliards**, soit un taux de réalisation de **19,32%**, représentant **61,63%** des recettes totales réalisées (**309,12 milliards**).

En glissement trimestriel, les recettes internes du budget de l'Etat sont en baisse de **29,62 milliards**.

Les réalisations cumulées des recettes internes du budget de l'Etat à fin juin 2016 s'élèvent à **410,66 milliards**, soit un taux de **41,64%**.

Ce graphique montre les taux de mobilisation des principales catégories de recettes internes.

Graphique 1 : *Taux d'exécution des recettes internes du budget de l'Etat au deuxième trimestre 2016, par grandes natures de recettes*



Le tableau qui suit donne le niveau de réalisation des recettes internes par grandes catégories.

Tableau n° 3 : exécution des recettes internes du budget général de l'Etat par grandes natures.

PARAG.	IMPUTATION	PREVISION (en milliards de FCFA)	REALISATION (en milliards de FCFA)	TAUX
71 - Recettes fiscales				
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	141,29	31,55	22,33%
712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	44,24	14,22	32,15%
713	Impôts sur le patrimoine	10,22	1,31	12,84%
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	349,88	67,52	19,30%
716	Droits de timbre et d'enregistrement	34,80	4,27	12,28%
717	Droits et taxes à l'importation	297,85	48,12	16,16%
718	Droits et taxes à l'exportation	33,05	7,80	23,59%
719	Autres recettes fiscales	39,02	5,56	14,26%
	Total 71	950,35	180,36	18,98%
72 - Recettes non fiscales				
721	Revenus de l'entreprise et du domaine	2,06	0,28	13,69%
722	Droits et frais administratifs	0,53	0,17	32,49%
723	Amendes et condamnations pécuniaires	1,59	0,35	21,91%
724	Produits financiers	13,90	7,64	54,91%
729	Autres recettes non fiscales	0,53	0,21	38,91%
	Total 72	18,62	8,64	46,43%
76 - Recettes exceptionnelles				
769	Autres recettes exceptionnelles	17,32	1,52	8,77%
	Total 76	17,32	1,52	8,77%
	Total recettes internes	986,29	190,52	19,32%

II.2.1 - Les recettes fiscales :

Les recettes fiscales sont les revenus provenant des impôts et des taxes prélevés par l'Etat sur le tissu économique.

Au cours du deuxième trimestre 2016, le montant total réalisé a atteint **180,36 milliards** pour des prévisions annuelles de **950,35 milliards**, soit un taux de réalisation de **18,98%**. Ce montant représente **94,67%** du montant total des recettes internes recouvrées soit **180,36 milliards**.

Le recouvrement de ces recettes a été assuré par :

- la Direction Générale des Douanes (DGD) pour **58,57 milliards**, dont 18,80 milliards d'exonération, sur des prévisions annuelles totales de **345,92 milliards**, soit **16,93%**.
- la Direction Générale des Impôts (DGI) pour **121,79 milliards**, dont 6,39 milliards d'exonération, sur des prévisions annuelles totales de **604,43 milliards**, soit **20,15%**.

Concernant la **DGI**, le niveau de mobilisation des recettes fiscales s'explique principalement par :

- la performance au niveau des rubriques : impôts sur les salaires versés et autres rémunérations, produit financier, autres recettes exceptionnelles ;
- la contreperformance au niveau de l'impôt sur les biens et services : la TVA et de la redevance minière en raison de la compensation effectuée par les sociétés minières pour réduire leurs crédits TVA et la redevance superficielle pétrole ;
- La contreperformance de l'ISB, de la taxe immobilière et des droits de timbre.

Concernant **DGD**, le niveau de mobilisation des recettes s'explique principalement par :

- la contreperformance des droits et taxes à l'importation en liaison avec la baisse du volume global des mises à la consommation en lien avec d'une part le refus de certains opérateurs économiques de déclarer leurs marchandises en réaction à la mise en œuvre de certaines mesures, et d'autre part des difficultés techniques liées à la migration vers Sydonia Word ;
- la contreperformance des taxes à l'exportation liée aux contraintes sur les réexportations, notamment la chute du cours de la Naira, le renforcement de contrôle à l'entrée du Nigeria et l'interdiction à la réexportation de certains produits vers ce pays, la baisse de recouvrement de la RSE au niveau du bureau des Douanes SORAZ et la baisse du volume des exportations en général par rapport au premier trimestre 2016.

En glissement trimestriel, les recettes fiscales sont en baisse de **35,30 milliards**.

Les réalisations cumulées des recettes fiscales à fin juin 2016 s'élèvent à **396,02 milliards**, soit un taux de **41,67%**.

II.2.2 - Les recettes non fiscales

Elles sont constituées essentiellement des produits divers recouverts par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) et la DGI. Le montant total recouvert au cours du deuxième trimestre 2016 s'élève à **8,64 milliards** pour des prévisions annuelles de **18,62 milliards**, soit un taux de réalisation de **46,43%**. Ce montant est composé de **0,41 milliard** recouvert par la DGI et **8,23 milliards** recouvert par la DGTCP.

En glissement trimestriel, les recettes non fiscales sont en hausse de **6,20 milliards**.

Les réalisations cumulées des recettes non fiscales à fin juin 2016 s'élèvent à **11,08 milliards**, soit un taux de **59,54%**.

II.2.3 - Les recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles sont des recettes à caractère non permanent, recouvertes par la DGTCP et la DGI. Elles ont connu un niveau de réalisation de **8,77%**, représentant **1,52 milliard** pour des prévisions annuelles de **17,32 milliards**.

En glissement trimestriel, les recettes exceptionnelles sont en baisse de **0,52 milliard**.

Les réalisations cumulées des recettes exceptionnelles à fin juin 2016 s'élèvent à **3,56 milliards**, soit un taux de **20,54%**.

III - EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

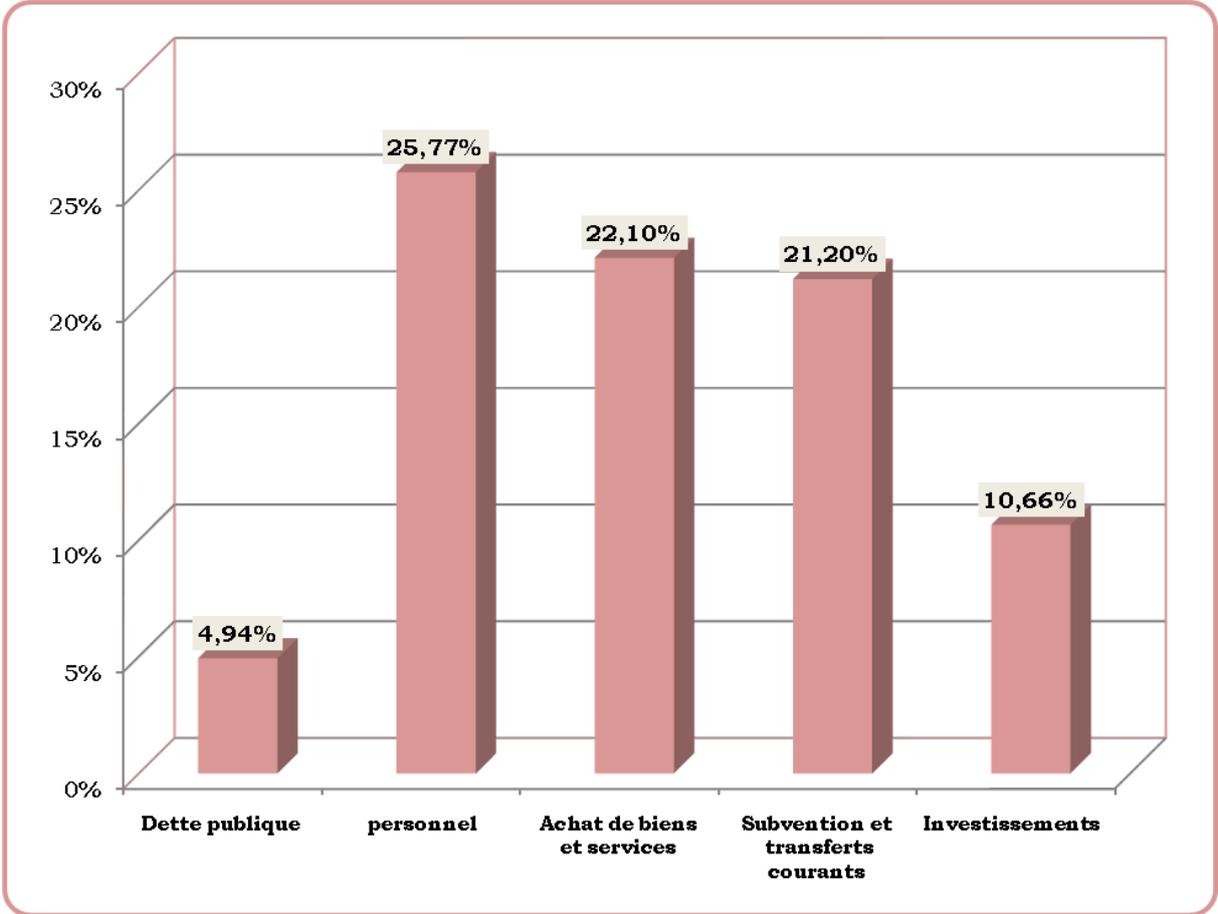
Au deuxième trimestre 2016, les dépenses du budget général de l'Etat ont été exécutées à hauteur de **262,64 milliards** pour des prévisions annuelles de **1 807,22 milliards**, soit un taux d'exécution de **14,53%**. Comparativement aux crédits libérés ce taux est de **86,04%**.

En glissement trimestriel, les dépenses du budget général de l'Etat sont en baisse de **37,09 milliards**.

Les réalisations cumulées des dépenses du budget général de l'Etat à fin juin 2016 s'élèvent à **562,37 milliards**, soit un taux de **31,12%**.

Il ressort du graphique 2 ci-dessous que les dépenses du personnel (25,77%), les dépenses d'achats de biens et services (22,10%) et les transferts et subventions (21,20%) ont enregistrées des taux d'exécution supérieurs au taux global d'exécution des dépenses qui s'établit à 14,53%.

Graphique 2 : Taux d'exécution des dépenses du budget de l'Etat au deuxième trimestre 2016



Le tableau qui suit donne l'exécution des dépenses par titre budgétaire et en milliards de F CFA.

Tableau n°4 : exécution par titre des dépenses du budget général de l'Etat (en milliards de F CFA)

TITRE	Libellé	Crédits Votés	Crédits Libérés	Crédits Consom més	Taux // Cdts Votés	Taux // Cdts libérés
I	Dette publique	171,30	28,66	8,46	4,94%	29,50%
II	Dépenses de personnel	258,80	61,45	66,70	25,77%	108,54%
III	Achat de biens et services	132,31	35,91	29,24	22,10%	81,41%
IV	Subvention et transferts courants	242,47	64,59	51,40	21,20%	79,59%
V	Investissements exécutés par l'Etat	1002,34	112,57	106,84	10,66%	94,91%
	<i>Projets financements ANR</i>	220,17	41,57	41,57	18,88%	100,00%
	<i>Projets financements EMPRUNTS</i>	283,57	29,34	29,34	10,35%	100,00%
	<i>Financement TRESOR</i>	498,59	41,66	35,93	7,21%	86,24%
	TOTAL BUDGET	1807,22	303,19	262,64	14,53%	86,63%

Les développements qui suivent commentent l'exécution, par titre, des dépenses du budget général de l'Etat au deuxième trimestre 2016.

2-1 - Amortissement et charges de la dette publique

Au deuxième trimestre 2016, les dépenses relatives à la dette sont constituées de la dette intérieure et de la dette extérieure. On note un niveau global d'exécution de **4,94%**. En effet, sur des prévisions annuelles de **171,30 milliards**, il a été exécuté un montant de **8,46 milliards**. Il faut signaler que le paiement de la dette extérieure est fonction des échéances prévues et s'opère dans certains cas par débit d'office au niveau de la BCEAO. Les dépenses au titre des conventions à paiement différé ont représenté **0,10 milliards** soit l'équivalent des dépenses sur ressources PPTE. Par rapport aux crédits libérés, le taux d'exécution de la dette publique est de **29,50%**.

Les réalisations cumulées des dépenses d'Amortissement et charges de la dette publique à fin juin 2016 s'élèvent à **17,99 milliards**, soit un taux de **10,50%**.

2-2 - Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont composées des salaires civils et militaires ainsi que de leurs accessoires. Au deuxième trimestre 2016, le niveau d'exécution de cette catégorie de dépenses a atteint **25,77%**, correspondant à **66,70 milliards** sur des prévisions annuelles de **258,80 milliards**.

Les réalisations cumulées des dépenses de personnel à fin juin 2016 s'élèvent à **133,30 milliards**, soit un taux de **51,51%**.

2-3 - Dépenses d'achats de biens et services

Cette catégorie de dépenses relève du fonctionnement courant de l'administration. Elle comprend principalement les fournitures et consommables, les dépenses d'entretien et de maintenance, les déplacements ainsi que les prestations de services (assurances, téléphone, électricité, transports, loyers ...).

Dans l'ensemble, le niveau d'exécution a atteint **29,24 milliards** pour des prévisions annuelles de **132,31 milliards**, soit un taux d'exécution de **22,10%**. Comparativement aux crédits libérés, le taux d'exécution est de **81,41%**.

Les réalisations cumulées des dépenses d'achats de biens et services à fin juin 2016 s'élèvent à **47,92 milliards**, soit un taux de **36,22%**.

2-4 - Subventions et transferts courants

Ce poste de dépenses comprend essentiellement les subventions accordées aux établissements publics à caractère administratif, les transferts au profit des ménages et de certaines administrations publiques (pécules et bourses notamment), les contributions aux organisations internationales, la formation des personnels de l'Etat, les évacuations sanitaires, la gratuité des soins ...

Le montant total des dépenses exécutées s'élève à **51,40 milliards** sur un montant prévisionnel de **242,47 milliards**, soit un taux d'exécution de **21,20%**. Par rapport aux crédits libérés ce taux est de **79,59%**.

Les réalisations cumulées des dépenses de Subventions et transferts courants à fin juin 2016 s'élèvent à **92,21 milliards**, soit un taux de **38,03%**.

2-5 - Dépenses d'investissements de l'Etat

Les investissements de l'Etat sont constitués de l'équipement des administrations (matériels et mobiliers) et des projets et programmes. Au cours du deuxième trimestre 2016, le montant total réalisé a atteint **106,84 milliards** sur des prévisions annuelles de **1 002,34 milliards**, soit un taux d'exécution de **10,66%**, incluant les dépenses fiscales au titre de la DGD et de la DGI. Comparativement aux crédits libérés, ce taux est de **94,91%**.

Les investissements de l'Etat sont financés soit sur ressources propres, soit sur ressources extérieures (ANR et Emprunts).

Les réalisations cumulées des dépenses d'investissements de l'Etat à fin juin 2016 s'élèvent à **270,95 milliards**, soit un taux de **27,03%**.

2-5-1- Les investissements sur ressources propres de l'Etat

Les investissements sur financement propre de l'Etat ont connu un niveau de consommation total de **35,93 milliards** sur des prévisions annuelles de **498,59 milliards**, soit un taux d'exécution de **7,21%**. Ce montant incorpore les dépenses d'exonération d'un montant total de **24,7 milliards** au titre de la DGD et de la DGI.

Les réalisations cumulées des dépenses d'investissements sur ressources propres de l'Etat à fin juin 2016 s'élèvent à **179,99 milliards**, soit un taux de **36,10%**.

2-5-2- Les investissements sur financements extérieurs

Pour ce qui est des dépenses sur financements extérieurs, le niveau d'exécution est de **18,88%** pour les ANR et **10,35%** pour les emprunts soit des montants respectifs de **41,57 milliards** et **29,34 milliards**. Ces taux d'exécution constatés représentent le niveau de collecte des données sur les décaissements effectués au titre des projets et programmes sur financement extérieur et qui seront certainement améliorés dans la situation consolidée.

Les réalisations cumulées des dépenses de d'investissements sur financements extérieurs à fin juin 2016 s'élèvent à **90,98 milliards**, soit un taux de **18,06%**.

CONCLUSION

Le taux de réalisation global des recettes ressort à **17,10%**, elles sont constituées à **61,63%** des recettes internes. Ce taux de réalisation s'explique par le faible niveau de mobilisation des ressources externes qui ont enregistré un taux d'exécution de **14,45%**.

L'examen des réalisations des dépenses fait apparaître un taux d'exécution de **14,53%**. Par rapport aux crédits libérés, il ressort à **86,63%**.

Les dépenses de personnel ont connu un niveau d'exécution appréciable (**25,77%**) suivi des dépenses d'achats des biens et services (**22,10%**) et des dépenses de subventions et transferts courants (**21,20%**).

LA DIRECTRICE GENERALE DU BUDGET

Mme RABO FATCHIMA

